

2° Soit pour lequel l'employeur ou un organisme lui assurant une indemnisation, un avantage social ou une formation porte à la connaissance de Pôle emploi une reprise d'emploi ou d'activité, une entrée en formation ou tout autre changement affectant sa situation au regard des conditions d'inscription ou de classement dans une catégorie.

[service-public.fr](http://service-public.fr)

- > Chômage : radiation par Pôle emploi : Cessation d'inscription sur la liste des demandeurs d'emploi
- > Les allocations chômage peuvent-elles être supprimées ? : Cessation d'inscription sur la liste des demandeurs d'emploi

R. 5411-18

Décret n°2022-433 du 25 mars 2022 - art. 5

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

La décision motivée par laquelle le directeur régional de Pôle emploi constate la cessation d'inscription sur la liste des demandeurs d'emploi ou le changement de catégorie est notifiée à l'intéressé.

La personne qui entend la contester engage une médiation auprès du médiateur régional de Pôle emploi dans les conditions prévues aux *articles R. 213-10 à R. 213-13 du code de justice administrative*.

[service-public.fr](http://service-public.fr)

- > Chômage : radiation par Pôle emploi : Cessation d'inscription sur la liste des demandeurs d'emploi
- > Les allocations chômage peuvent-elles être supprimées ? : Cessation d'inscription sur la liste des demandeurs d'emploi

## Chapitre II : Radiation de la liste des demandeurs d'emploi

R. 5412-1

Décret n°2022-199 du 18 février 2022 - art. 2

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Le directeur régional de Pôle emploi radie les personnes de la liste des demandeurs d'emploi dans les cas prévus aux articles **L. 5412-1** et **L. 5412-2**, à l'exclusion des bénéficiaires du contrat d'engagement jeune mentionné à l'article **L. 5131-6** pendant la durée dudit contrat.

[service-public.fr](http://service-public.fr)

- > Chômage : radiation par Pôle emploi : Radiation de la liste des demandeurs d'emploi
- > Les allocations chômage peuvent-elles être supprimées ? : Radiation de la liste des demandeurs d'emploi

R. 5412-4

Décret n°2008-244 du 7 mars 2008 - art. (V)

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Le retrait du bénéfice du revenu de remplacement pour l'un des motifs énumérés à l'article **R. 5426-3** entraîne pour l'intéressé la radiation de la liste des demandeurs d'emploi.

R. 5412-5

Décret n°2019-796 du 26 juillet 2019 - art. 1

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

La radiation de la liste des demandeurs d'emploi entraîne l'impossibilité d'obtenir une nouvelle inscription :

- 1° Pendant une période d'un mois lorsqu'est constaté pour la première fois le manquement mentionné au c du 3° de l'article **L. 5412-1**. En cas de deuxième manquement, cette période est portée à une durée de deux mois consécutifs. A partir du troisième manquement, cette période est portée à une durée de quatre mois consécutifs ;
- 2° Pendant une période d'un mois lorsque sont constatés pour la première fois les manquements mentionnés aux 1°, 2° et a, b, d et e du 3° de l'article précité. En cas de deuxième manquement au sein de ce groupe de manquements, cette période est portée à une durée de deux mois consécutifs. A partir du troisième manquement au sein de ce groupe de manquements, cette période est portée à une durée de quatre mois consécutifs ;
- 2° bis Pendant une période de quatre mois consécutifs lorsqu'est constaté le manquement mentionné au f du 3° de l'article précité ;
- 3° Pendant une période dont la durée est comprise entre six et douze mois consécutifs lorsque sont constatées les fausses déclarations mentionnées à l'article **L. 5412-2**.